La Bigorre et la Guadeloupe au XIX^{ème} siècle

R. Massio

Volume 9, numéro 3, décembre 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301725ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301725ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Massio, R. (1955). La Bigorre et la Guadeloupe au XIX^{ème} siècle. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 9(3), 376–391. <https://doi.org/10.7202/301725ar>

LA BIGORRE ET LA GUADELOUPE AU XIX^{ème} SIÈCLE

Cette étude n'est qu'un point de départ. Elle est simplement une première mise au point de notes diverses recueillies pour une histoire de l'émigration Bigourdane vers les îles ¹.

En effet, bien que n'ayant pas de façade maritime, la Bigorre peut être considérée comme l'arrière-pays des ports de Bayonne et de Bordeaux. L'Adour qui la traverse, pour aboutir à Bayonne, a servi, pour ainsi dire, de canal au mouvement vers les pays d'outre-mer et la vallée de la Garonne n'était pas loin à rejoindre. D'autre part, l'émigration basque, tout au long de son histoire, a fait aussi tache d'huile jusqu'en Bigorre.

Nous ignorons si au XVII^e siècle, il y eut des engagés originaires de Bigorre pour la Guadeloupe. Les engagés du Bassin d'Aquitaine partent à cette époque surtout par La Rochelle. Du moins, c'est ce qu'on peut conclure tant que les minutes des notaires de Bayonne et de Bordeaux n'auront pas été vues méthodiquement. N'oublions pas cependant que c'est Dieppe qui, jus-

¹ Cette étude a été rendue possible grâce aux papiers et à la correspondance Cestia, appartenant à M. Bordères de Vic-en-Bigorre. M. Bordères ayant bien voulu nous laisser mettre à profit ces documents, c'est pour nous un plaisir de l'assurer de notre gratitude. Notre dette est immense, nos remerciements ne sauraient tout acquitter. Comme l'écrit notre ami Debien, par l'échange entre chercheurs et détenteurs d'archives, par le rapprochement de milieux différents, nous avons l'ambition de « former lentement une opinion éclairée au vrai sens du terme, capable de s'intéresser au recensement et à la conservation de ces éléments du patrimoine national ».

Nous renvoyons enfin pour l'histoire de ces sources privées à un article collectif auquel nous avons collaboré: G. Debien et autres: « Recherches collectives. — Chronique documentaire pour une nouvelle histoire coloniale. — Les papiers privés et l'Amérique française, » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, VI; n° 4, (mars 1953): 536-559; R. Massio, *Chronique des sources privées de l'histoire coloniale dans le pays de Bigorre* (1950-1952). Communication au 78^e Congrès National des Sociétés Savantes. Toulouse, avril 1953; R. Massio, « La Bigorre et Saint-Domingue au XVIII^e siècle », *Annales du Midi*, octobre 1953.

qu'en 1643, fournira des émigrants à la Guadeloupe; après 1643, quelques Bigourdans ont pu passer dans l'île. Au XVIII^e siècle, nous avons indiqué comment nos compatriotes sont surtout attirés par Saint-Domingue. C'est le début du XIX^e siècle qui voit un certain nombre de Bigourdans s'installer à la Guadeloupe. Pour certains, on ne peut parler d'installation, ce fut à la suite des événements de Saint-Domingue un simple repliement de la grande île, vers une Antille proche et la continuation d'une tradition coloniale axée sur les « isles », sur les cultures tropicales — café, sucre, coton), sur le négoce. Lorsque la situation sera difficile à la Guadeloupe, le repliement se fera à la Guadeloupe vers la Nouvelle-Orléans, où l'on espère retrouver cette même vie coloniale, ces mêmes cultures, un négoce susceptible de permettre un enrichissement plus rapide. Nous montrerons un jour, comment de nombreuses fortunes bigourdanes ont bien souvent une origine coloniale. L'activité commerçante est tournée vers les Amériques, la richesse vient d'Amérique au XIX^e siècle comme au XVIII^e siècle.

Les causes de l'émigration bigourdane, au XIX^e siècle, à la Guadeloupe, ne sont pas toujours les mêmes que pour Saint-Domingue au siècle précédent. La conjoncture économique du XIX^e siècle nous est aussi mal connue que celle du XVIII^e siècle. Que savons-nous de la vie rurale, des crises agricoles, du mouvement des prix, du chômage, pour n'indiquer que quelques éléments du problème ? Nous en sommes trop souvent réduits aux hypothèses et une histoire sociale et économique de nos provinces ne pourra s'établir qu'en fonction de l'émigration. Pour si infime par le nombre que soit un mouvement de cette nature, il indique un malaise dans une région donnée. On ne peut ainsi, bien souvent, que soupçonner les raisons des départs. La date des plus nombreux départs vers la Guadeloupe se situe entre 1819 et 1826, indice fort probable dans une Bigorre essentiellement rurale, d'une crise agricole. Cette hypothèse trouve des points d'appui solides, si l'on songe que la situation de l'agriculture au début du siècle n'est guère plus florissante qu'avant la révolution. Les rendements sont toujours faibles, l'élevage médiocre, car on ignore la prairie artificielle, les épizooties sont fréquentes.

Le seul élément favorable est le développement de la culture du maïs et le développement de cette culture est lié, nous aurons l'occasion de le voir, à une demande accrue des îles, notamment de la Guadeloupe. Ces crises ont une incidence profonde sur le type de vie des ruraux. Une mauvaise récolte est un encouragement à quitter le pays, une bonne récolte ramène une vie plus large. Et lorsque la situation s'améliore en Bigorre, elle s'aggrave sous une autre forme sur les plantations de la Guadeloupe par suite de la concurrence de la canne à sucre et de la betterave. Colons et négociants seront directement atteints. Le commerce guadeloupéen traversera un mauvais moment et fera alors appel au maïs, aux farines des Hautes-Pyrénées et du Gers voisin. Certains colons, certains commerçants préféreront passer aux États-Unis pour tenter à nouveau leur chance. Il y a au début du XIX^e siècle, comme à la fin du XVIII^e siècle, un courant des îles vers l'Amérique continentale, l'un provoqué par le marasme des affaires, l'autre par la révolution de Saint-Domingue. Mais ce courant est très net aux deux époques et à aucun moment, le plus grand nombre ne songe à un retour en France. L'Amérique après les îles exerce une puissante attraction.

Vers 1844-1846, le mouvement vers les Antilles semble contrarié, arrêté même par une légère émigration vers l'Algérie.

— *De Saint-Domingue à la Guadeloupe.* — Pour les Bigourdans qui se replient de Saint-Domingue sur la Guadeloupe, au début du XIX^e siècle, c'est vraiment une tradition coloniale qu'ils maintiennent. On regrette ces îles où le climat, les mœurs, les domestiques font la vie facile. Pour beaucoup, c'est la persistance d'une attente, même après l'échec de 1802, même après la proclamation de l'indépendance, en 1804. On comprend ainsi l'attachement de ces hommes à ces îles qui sont pour eux une garantie de leur confort, de leur mode de vie et de leur moral.

Deux exemples nous sont fournis par les familles Sénac de Laforest² et Larchevesque-Thibaud. Les Sénac de Laforest avaient une origine tarbaise. Ils étaient fixés au XVII^e siècle au Petit-Goave où ils avaient une habitation au canton des

² Arch. départ. Hautes-Pyrénées, M. 1374.

Palmes³. Nous retrouvons Sénac de Laforest, premier substitut du procureur du roi à la Guadeloupe, en 1821-1823. Il se rencontre à Pointe-à-Pitre avec un Larchevesque-Thibaud, un des fils du constituant qui remplit les fonctions d'avoué. Les Larchevesque-Thibaud avaient aussi possédé à Saint-Domingue, au XVIII^e siècle et ils avaient également des attaches bigourdanes. Ces deux familles ont eu la même attitude après les désastres de Saint-Domingue. Au premier vent favorable, toute la famille Larchevesque a repris le chemin des îles. Mais ils sont à la Guadeloupe dans une position d'attente. Larchevesque-Thibaud meurt en 1817, espérant toujours un retour prochain à Saint-Domingue. Il laisse deux fils et deux filles qui font souche à la Guadeloupe. L'aîné, Louis-Gabriel, né en 1787, épousera Anne Chastel, fille d'un planteur sucrier du morne à l'Eau et mourra en 1844, après avoir été comme son père, avoué à Pointe-à-Pitre: le cadet Jean-Baptiste, né au Cap, en 1792, sera ingénieur de la marine, à la Martinique, à la Guadeloupe, puis à Lorient. Il meurt en 1852.

Les Bigourdans qui se fixent à la Guadeloupe ont quitté leur province, en 1816 et 1826. Certains seront colons, la plupart commerçants.

La même année, en 1819, partent trois Vicquois^{3bis}, Jean Desca va à Sainte-Lucie, Jean-Marie Darramon et Jean-Paul Giffard à la Guadeloupe⁴. Nous ne savons rien à leur sujet, sinon qu'ils vont grossir l'équipe bigourdane et que leurs trois familles appartenaient à la bourgeoisie rurale de Vic-en-Bigorre. Nous connaissons mieux Jean Brescons dit « Lardit » de Labatut, de cette partie de Rivière-Basse qui a donné de nombreux colons à Saint-Domingue, tous établis dans le nord de l'île à la Marmelade⁵. Brescons continue la tradition coloniale de ce petit village et fort heureusement. Le vieux Canton de Hournets, de Labatut

³ Moreau de Saint-Méry, *Description de la partie française de Saint-Domingue*. (2 vol., Philadelphie, 1797-1798), II: 56.

^{3bis} *Vic-en-Bigorre*, chef-lieu de canton (H^{tes}-P^{ées}) à 17 km. au nord de Tarbes.

⁴ Arch. Municipales Vic-en-Bigorre, I. 49.

⁵ *Labatut* — petit village au nord du département actuel des Hautes-Pyrénées — fut un petit centre d'émigration bigourdane au XVIII^e siècle. — R. Massio, « La Bigorre et Saint-Domingue, au XVIII^e siècle », *Annales du Midi*, octobre 1953.

également, qui fut colon à Saint-Domingue et qui, chassé et ruiné par la Révolution, est venu finir ses jours dans son village natal, s'extasie devant la réussite de son compatriote à la Guadeloupe. « Le voilà, le million de Labatut ! » écrit-il. C'est que Jean Brescons est planteur au Petit-Bourg et propriétaire d'une habitation appelée « La Lézarde », estimée en 1827, 800.000 francs. C'était une sucrerie importante. Brescons pense se retirer à Vic-en-Bigorre, où il a acheté pour 126.000 francs le domaine de Saint-Onis qui appartint au XVIII^e siècle aux Lataste, mais il meurt avant d'avoir pu réaliser son rêve. Nous ignorons tout de la plantation Brescons, car nos documents ne sont que des épaves. Nous ignorons tout également de l'habitation de Saint-Hilaire, autre Bigourdan, au quartier du Gosier. Nous savons seulement qu'il y avait sur cette plantation 54 têtes de nègres de 14 à 60 ans. De l'habitation Chastel, une fille Chastel était mariée à un fils Larchevesque-Thibaud, nous possédons un plan ou plutôt la copie assez maladroite de ce plan. C'était aussi une sucrerie, semblable à ce type de sucrerie du XVIII^e siècle à Saint-Domingue, dont le P. Labat nous a donné de nombreuses descriptions. Il y avait la maison principale, avec un petit jardin potager et un verger, à l'ouest, commençait la savane. La sucrerie possédait un moulin à vent et un moulin rond. Dans le voisinage, se trouvait la purgerie, le parc à bœufs, le pavillon de l'économe et une mare à bœuf. L'emplacement des cases à nègres était séparé des bâtiments par un chemin de servitude qui allait de l'habitation Garnier au chemin vicinal n° 14, pour se rendre à l'embarcadère de M. Perrin (Petite-Rivière). La plus grande partie des pièces à cannes était située à l'est de ce chemin de servitude. A l'extrémité est, la plantation touchait à l'habitation Saint-Hilaire. Au Nord, les pièces étaient limitées par le chemin de grande communication n° 14, venant des Abymes et allant au Vieux-Bourg. La plupart de ces pièces étaient orientées à l'Ouest ; vers l'Est, commençaient les mornes. Elles avaient chacune un nom : pièce Longueville, pièce Défaite, pièce Loysel, pièce Liberté, pièce Acajou. Cette sucrerie paraît importante, aussi importante que celle de Brescons. Nous n'avons pour elle aucune estimation. Cette plantation fut l'objet d'un procès entre les héritiers et ces derniers conservent de nombreux papiers à son sujet.

C'est un autre Bigourdan, Cestia, commerçant important, qui donne le point de vue colon, à la Guadeloupe, au XIX^e siècle. À la lecture de sa correspondance, on a l'impression de se trouver en présence de l'esprit colon au siècle précédent. Les idées exprimées sont identiques, on peut remarquer ainsi à travers deux époques, fort différentes, la permanence de l'esprit colon aux îles : même façon de présenter les choses, mêmes récriminations, le temps, les maladies, les esclaves . . . Par la même occasion, nous savons, grâce à Cestia ce qu'était l'exploitation d'une plantation à la Guadeloupe, en 1833. Ce dernier écrit à cette date : « Dans les colonies, la terre n'a pas de valeur pour elle-même, ce qui en fait le prix, c'est le matériel immense qu'il faut pour son exploitation. Ainsi il faut de grands établissements en maçonnerie qu'un tremblement de terre ou un coup de vent renversent et malheureusement pour les colonies, les coups de vent sont des fléaux presque annuels. Deux à trois cents esclaves sont indispensables pour l'exploitation. Quatre-vingts ou cent bêtes à cornes ou mulets complètent le matériel qu'il faut pour l'exploitation d'un lieu. Des maladies sans nombre, la peste, la fièvre jaune, la mortalité sous toutes les formes ravagent presque toujours un atelier et une épidémie sur les animaux complète souvent la ruine d'un habitant planteur. »

Plus nombreux furent les *Bigourdans commerçants*. La famille Cestia vient en tête. Les Cestia, originaires de Beccas, dans le Gers, étaient venus se fixer à Vic-en-Bigorre, sous la Révolution. Nous ignorons la date exacte du passage du premier Cestia à la Guadeloupe, mais vraisemblablement, il quitte la Bigorre au début de la Restauration. Cestia connaît Brescons auquel il achètera le domaine de Saint-Onis. Il dut s'établir à la Pointe-à-Pitre, vers 1820-1824 et partir par Bordeaux. Ce sont même peut-être ses relations bordelaises qui l'incitèrent à aller s'établir dans l'île. Il connaît, en effet, à Bordeaux, Despalanques qui est aussi de Vic-en-Bigorre et qui est négociant à Bordeaux sous la Restauration. Cestia traitera de nombreuses affaires avec la maison Despalanques.

Carrère, autre Vicquois, neveu de Despalanques, est aussi négociant à Pointe-à-Pitre. Il est allié aux Cestia. Nous retrou-

vons ici aussi un clan familial, clan de négociants, comme nous avons rencontré un clan familial de colons pionniers à Saint-Domingue, au XVIII^e siècle. Ces négociants, comme leurs prédécesseurs du XVIII^e siècle, sont parfois chargés de la surveillance des biens des absents. Ainsi Cestia s'occupe au quartier du Gosier, de l'habitation de Saint-Hilaire qui tient à Bordeaux une maison de commerce. Les relations d'affaires nombreuses et fréquentes entre la Guadeloupe et Bordeaux pendant la Restauration nous permettent d'entrevoir une des activités de la grande place girondine. Nous possédons un cahier de copie de lettres expédiées de Pointe-à-Pitre par la maison Cestia, du 28 mars 1827 au 14 août 1828. Il y a là environ cent cinquante lettres adressées à des colons de la Guadeloupe, à des commerçants des îles voisines, Saint-Thomas et Porto-Ricco, à des maisons bordelaises, Despalanges, Laville, Martin, Estiboy, Turettes et Bordères; à des maisons du Havre. Les affaires principales sont avec Bordeaux: achats de vins, cognacs, vinaigres, fromages, confectons pour les esclaves, maïs, farine et surtout morue.

Cestia fils viendra faire la relève. En 1837, nous le voyons revenant de la Martinique à la Guadeloupe après un voyage d'affaires, mais il passera bien vite à la Nouvelle-Orléans, où il est en 1844. Son père s'est retiré à Vic-en-Bigorre, où il a acheté le domaine de Saint-Onis, qui appartient au XVIII^e siècle aux Lataste, parents des Thèze, colons de Saint-Domingue, à Jean Brescons, colon de la Guadeloupe, enfin à Cestia. Saint-Onis n'a jamais cessé de regarder vers les Antilles...

Cestia est définitivement de retour à Vic-en-Bigorre, en 1842. Despalanges rentre l'année suivante. Après une vie de labeur et fortune faite, le repos est nécessaire. On revient avec joie finir ses jours sur la terre natale. On n'en oublie pas pour autant les amis, les parents. En 1843, Cestia attend un petit baril de rhum de Carrère, en revanche Carrère sollicite l'envoi d'un confit d'oies: «... Il y a fort longtemps que j'ai perdu le goût des cuisses d'oies, vous me feriez plaisir de m'en adresser au plus tôt 4 pots, 5 jambons, plus 12 chemises en calicot...» Et dans cette correspondance qui, pour les anciens relie le présent au passé, on donne des nouvelles de l'île, nouvelles des affaires, nou-

velles de la vie politique, exposé sur la situation des familles. Carrère, par exemple, informe Cestia que : « ... la position de la famille (aucune précision n'est donnée sur elle) s'est beaucoup améliorée par la raison que la mère se trouve propriétaire de l'habitation appelée Miquel située sur le chemin des Abymes. Cette habitation est montée de huit nègres, travaillant et occupés à la culture des herbes de Guinée ... » Carrère seul, du clan familial, et des premiers arrivés, est encore en 1844 à Pointe-à-Pitre, où des membres de sa famille viennent le rejoindre : « ... J'étais loin de m'attendre, écrit-il, le 20 mars 1844, après vingt ans d'exil de ma patrie, d'avoir un jour sur les terres de la Guadeloupe, le plaisir d'embrasser une partie de ma famille ... »

Dès 1844, de jeunes Bigourdans vont continuer l'œuvre des anciens. Mais tous ne vont pas à la Guadeloupe, un petit nombre se dirige vers l'Algérie et dans une certaine mesure ce courant à la même date brise le mouvement bigourdan vers les îles. Cependant, Bazerque de Vic-en-Bigorre, arrive à la Guadeloupe en 1844 ; Clavé d'Oursbelille, débarque à Pointe-à-Pitre la même année. Sa sœur est supérieure à l'hôpital de Basse-Terre. Dinguirard, de Vic-en-Bigorre, arrive à la même époque. Il entre dans l'étude d'avoué de Larchevesque-Thibaud et il est possible que Carrère et Cestia qui connaissent Larchevesque-Thibaud fils aient orienté Dinguirard vers lui. Ajoutons un Poitier de Tournay qui vient grossir l'équipe et un Jaule qui sera colon dans le voisinage de Pointe-à-Pitre. Mais il y a aussi des défections. Par suite d'une crise commerciale à la Guadeloupe, conséquence de la concurrence de la betterave et de la canne à sucre, et aussi à cause de la suppression de l'esclavage menaçante dès 1845, certains de nos Bigourdans vont préférer passer à la Nouvelle-Orléans, où les possibilités d'avenir, les espérances paraissent plus grandes.

Guadeloupe et Nouvelle-Orléans. — Les Bordères qui ont une maison de commerce à Bordeaux et sont alliés aux Cestia par le mariage d'une fille Cestia à un Bordères, préféreront l'Amérique aux îles. Bordères passe directement de France à la Nouvelle-Orléans, en 1826. Le fils Cestia est à la Nouvelle-Orléans, en 1844 ; Seignouret marié à une sœur de Bordères, est

en 1844, à la paroisse Saint-Jacques où il attend un fils de Bordères. Depuis 1837, Pujo et Bordères, beau-frère de Cestia sont installés à la Nouvelle-Orléans. Ainsi à la Nouvelle-Orléans, entre 1834 et 1844, il y a un groupe Pujo ⁶ Bordères, Cestia fils.

L'activité de ces hommes au milieu du siècle nous est peu connue. Ils semblent s'être surtout livrés au négoce. Et ces Bigourdans à la Nouvelle-Orléans, en plus de leurs attaches familiales, étaient liés entre eux par des idées communes. Mais nous ne pouvons bien souvent que soupçonner cette union, ce coude à coude sur une terre étrangère. La plupart d'entre eux à la Nouvelle-Orléans appartenaient en effet à la franc-maçonnerie. Pujo, beau-frère de Cestia, appartenait à la loge bordelaise des « Amis réunis ». Avant de quitter la France, nombre de futurs colons ou commerçants se faisaient affilier à une loge, précaution nécessaire, semble-t-il, pour ne pas se trouver isolé en Amérique et possibilité aussi de réussir plus rapidement grâce à des soutiens efficaces. Ainsi Pujo informe Cestia le 21 juin 1837, qu'il a fait recevoir à la loge des Amis réunis, Cestia : « ... Sa connaissance, écrit-il, s'est cimentée par des liens fraternels; vu l'urgence de son départ, je lui ai fait obtenir les trois premiers grades ... »

Ces départs directs de France pour la Nouvelle-Orléans et l'abandon par certains de la Guadeloupe pour la même ville américaine, laissent supposer une crise économique et bientôt sociale dans l'île. Il y a aussi le désir de faire fortune plus rapidement en Amérique. Mais après 1848, les conseils seront nombreux d'abandonner la Guadeloupe pour la Nouvelle-Orléans. Les esclaves libres aux Antilles, c'était l'anéantissement de l'exploitation rurale telle que la concevaient ces hommes. Ce repliement fait songer au repliement de Saint-Domingue vers la Guadeloupe, après la Révolution.

Le Commerce. — Le commerce entre Bigourdans à la Guadeloupe, Bordeaux et la Bigorre est actif durant la première moitié du siècle. C'est que nos Bigourdans furent surtout commerçants. Leur négoce nous donne un aspect des affaires traitées

⁶ *Pujo* est un descendant du Pujo de Marciac, colon à Saint-Domingue, au XVIII^e siècle. — cf. R. Massio *op. cit.*

entre l'île et Bordeaux. Les maisons de commerce du grand port girondin étaient en relation avec la Guadeloupe et aussi pour les achats de céréales avec la Bigorre et le Gers. Cestia faisait prospecter pour les farines et le maïs et dans sa correspondance, il est non seulement question de maïs et des farines fournies par le pays natal, mais aussi d'achats faits dans d'autres régions.

Notre correspondance éclaire surtout deux problèmes, celui des farines et du maïs, celui du sucre.

La concurrence sucre de canne, sucre de betterave se présente en 1835 sous un jour critique. Une lettre de la maison Homberg frères du Havre, adressée à Cestia le 8 août 1835, fait le point à cette date :

« ... L'avenir des sucres se présente à nous sous un bien triste aspect. Nous possédons aujourd'hui sur place 22 mille barriques de sucre. Nos prix ne se sont relevés en octobre que parce que la récolte de betterave avait été retardée et paraissait devoir présenter un déficit. Tout espoir de spéculation est éteint. On assure que la récolte de betterave sera plus précoce que l'an passé et si cela est, nous devons nous attendre à une baisse au lieu d'une hausse. »

La canne sans demande, c'est la crise à brève échéance pour la Guadeloupe, crise pour le commerce, inquiétude pour les colons. Et cette crise s'est abattue rapidement sur l'île. En 1833 encore, par suite, il est vrai d'une récolte déficitaire « ... le peu de sucre qui peut paraître était enlevé de 28 à 31 francs ; à la Martinique, il y a eu des ventes faites jusqu'à 35 francs ... » Certains colons espèrent se rattraper sur la vente du café dont « la récolte en 1833 sera magnifique ... » La réalisation de cet espoir ne redressera pas cependant la situation. D'autre part, à la veille de la crise de 1835, les colons sont menacés de surproduction. Les apparences de la récolte de sucre sont en effet très belles. On pense toutefois dans les milieux colons que « si les prix des denrées se maintiennent, les habitants pourront se libérer beaucoup ». Le grand mot est lâché, les colons escomptent se libérer de leurs dettes grâce à l'abondance de la récolte, mais la concurrence du sucre de betterave va ruiner leurs espoirs, engendrer un marasme dans les affaires, hypothéquer l'avenir de la colonie. Voilà ce que les

lettres Cestia laissent entrevoir : la crise atteint la Guadeloupe au milieu de l'abondance et la situation est navrante pour les colons car le temps a justement favorisé la culture. Cestia note : « Nous avons été heureux jusqu'à présent pour n'avoir pas de coup de vent ; si l'hivernage finit de même, ce qui est à supposer, les vivres de la campagne seront très abondants. » C'est le moment où pour le commerce les débouchés se ferment . . .

Peut-on compter pour relever le commerce avec le trafic du maïs et des farines ? Pour le maïs, nous ne pouvons admettre que des hypothèses. Cependant, à l'époque où la demande du maïs s'accroît à la Guadeloupe, nous assistons à un développement de cette culture en Bigorre et cela sous l'influence de négociants en même temps propriétaires bigourdans, négociants dans l'île, propriétaires en Bigorre. Les deux faits sont-ils liés ? De fortes présomptions le feraient croire. La culture du maïs se développe dans les Hautes-Pyrénées, à dater de 1830, alors que cette culture, introduite au XVIII^e siècle était restée stationnaire jusqu'alors. Pujo qui, en 1834, avant de s'embarquer pour l'Amérique, séjourne à Saint-Onis, propriété de Cestia, écrit à ce dernier à Pointe-à-Pitre : « Je suis descendu chez vous, à Saint-Onis, où j'admirai avec bien du plaisir cette belle propriété. Vous y avez le plus beau maïs de toute la Bigorre, vous en aurez de 150 à 200 hectolitres ; il y aura même assez de vin malgré la gelée ». Ce développement de la culture du maïs sur la propriété même de Cestia semble lié aux demandes de plus en plus nombreuses de cette denrée pour la Guadeloupe. Et Cestia ne devait pas être le seul à réserver une importante superficie à cette culture. Dans une lettre de Cestia du 3 juillet 1837, se trouve un passage fort suggestif : « . . . les farines de maïs et de seigle manquent. Le maïs commence à se faire rare ; il vaut de 12 f. 50 à 13 frs. l'hectolitre mais nous pensons que bientôt il vaudra 15 frs. et même 16 frs., car les colonies anglaises qui en sont dépourvues commencent à nous faire des demandes en ce genre. »

Ainsi les Bigourdans dans l'île semblent bien être à l'origine d'un plus grand développement de la culture du maïs en Bigorre.

La question des farines est aussi fort complexe. Durant cette période, le cours des farines ne cesse de monter et pour

cette denrée, comme pour le maïs, la demande est pressante. Une partie des farines approvisionnant la Guadeloupe vient du bassin d'Aquitaine. Les Bigourdans intéressés par ce commerce sont commis-voyageurs en... farine. Le 9 mai 1837, Pujo, de Bordeaux, annonce à son beau-frère Cestia que MM. Delos et Ducuron de Madiran (proche de Vic-en-Bigorre) partent pour la Guadeloupe en emportant de la pacotille composée de barils de minots et de salaisons. Pujo demande à Cestia de les accueillir en bons compatriotes. Le Gers voisin approvisionne aussi la Guadeloupe en farines. Le 8 juin 1837, Pujo envoie à Cestia, à Pointe-à-Pitre, 209 barils de minots superfins, provenant de Lectoure. Et par ses relations avec Bordeaux, Cestia semble peser sur le marché bordelais pour susciter la hausse ou la baisse. Il a des alliés sur place, certains comme Despalanges et Pujo sont des parents. En 1837, il médite une affaire de cette nature en jouant à la hausse, mais la maison Duvergier de Bordeaux le met en garde contre cette manœuvre par une lettre du 11 mai 1837 :

« Il est sans doute bien fâcheux que nous ne vous ayons pas expédié des farines en janvier dernier, nous aurions trouvé l'occasion de prendre notre revanche du mauvais succès de nos précédentes opérations, en ce genre, mais nous étions loin de penser que les besoins pussent devenir aussi grands chez vous et tout en effet devait faire croire que les farines étant à vil prix à Hambourg et à Amsterdam ces deux ports s'empresseraient d'en fournir à toutes les colonies étrangères. Nous avons une telle quantité de grains que tous les greniers en sont encombrés et les nombreux chargements qui se font pour la Martinique, pour chez vous, pour la Barbade et pour Saint-Thomas, vous relèveront bientôt du dénûment passager dans lequel vous vous trouvez. Les deux premières marques de Moissac se maintiennent à 45 francs, mais les farines de Montauban et celles du Lot s'obtiennent selon les étampes de 40 à 43 francs. On charge pour les colonies étrangères des barils faits avec les froments du Mecklembourg, en entrepôts, qui ne ressortent que de 33 à 34 francs. Malgré ces bas prix, nous croyons qu'il ne serait pas prudent de se lancer pour le moment dans une opération de ce genre. Les chargements se succèdent rapidement et la Normandie fait également de nom-

breux envois, tout cela va arriver à la fois et engorgera votre marché ». Les farines en abondance, en France et à l'étranger, vont-elles aussi provoquer une crise ? Il est nécessaire d'être prudent. Cette lettre est précieuse car elle nous fait entrevoir une surproduction de blé en Europe, en 1837, avec des prix qui demeurent élevés et la possibilité d'un effondrement des cours. Un élément permanent toutefois, au XIX^e siècle, comme au XVIII^e siècle, les blés du bassin d'Aquitaine prenaient par Bordeaux le chemin des îles. Bordeaux était concurrencé par les grands ports du nord : Hambourg et Amsterdam.

La traite. — Nos Bigourdans sont gens pratiques. Ils ont plusieurs cordes à leur arc. Si le commerce ne rend pas comme ils le désirent, il reste un négoce plus fructueux. Mais ce négoce doit rester clandestin. C'est la traite des nègres, la fourniture de la main-d'œuvre aux planteurs. Il n'y a jamais de crise dans ce domaine. La demande est généralement supérieure à l'offre. Nous voyons Pujo, d'accord avec Cestia et peut-être d'autres compatriotes, se livrer à la traite. En 1827, il monte une affaire de trafic d'esclaves sur laquelle nos documents sont assez discrets. Nous savons toutefois par une lettre adressée à Despalanges, intéressé aussi dans l'affaire qu'une "exploration de la Côte d'Afrique » par le brick l'Éclair est prévue. L'Éclair est armé à Saint-Thomas, en octobre 1827 pour cette expédition négrière. Le bâtiment, avec 25 hommes d'équipage doit ramener 350 esclaves. Jamais on ne lit le mot esclaves, non pour se mettre « à l'abri de toute recherche en cas d'événement », mais par une sorte de pudeur de style qui tranche avec le reste qui est en clair. Le retour est attendu pour janvier ou février 1828. Précédemment, 312 esclaves avaient été traités en quinze jours, 110 autres même en cinq jours. Cela nous donne une idée de la minutieuse préparation et du choix méthodique des sites de traite. Au XVIII^e siècle, la traite libre était une lente quête de captifs d'un port à l'autre. Au XIX^e siècle, la traite surveillée, interdite, s'est organisée comme un rapide enlèvement. Le navire est capturé le 2 février 1828 par une croisière française. Les captifs étaient encore à terre. Il fallut envoyer des îles un nouveau navire vide

qui ramena 300 esclaves au lieu de 350 prévus. On se réjouit du résultat. Ainsi, bien que depuis 1815, la traite négrière soit interdite, cet exemple montre bien que peu de gens avant 1848 songeaient au remplacement de l'esclavage. La décision de 1848 tombera dans un monde bien mal préparé à s'adapter à un nouvel état de choses.

Incendies, tremblements de terre, événements politiques. — Nos papiers se font aussi l'écho des faits divers dans l'île. Les plus importants de ces faits divers sont les incendies et surtout les tremblements de terre, avec leurs conséquences sur l'économie de l'île.

En 1828, « un vaste incendie a dévoré les $\frac{7}{8}$ » du grand bourg de Marie-Galante, laissant à la mendicité plus de 2.000 personnes... » La conséquence en est « la suspension de plusieurs maisons; la banque anglaise de la Barbade a envoyé ici des agents avec un million de numéraire pour escompter. »

Plus sérieux est le tremblement de terre à la Pointe-à-Pitre du 8 février 1843. C'est Carrère qui en informe Cestia de retour à Vic-en-Bigorre dans son domaine de Saint-Onis, par une lettre de février 1843 :

« ... une catastrophe des plus grandes a eu lieu le huit février à onze heures moins cinq minutes du matin; un tremblement de terre s'est fait sentir à cette heure-là qui a jeté toutes les maisons en mur sans exception aucune; on aurait encore sauvé beaucoup de choses si l'incendie n'était survenu deux minutes après qui a consumé tout ce qui se trouvait sous les ruines... On ne connaît pas encore le nombre des victimes. Je présume bien qu'il dépassera le nombre de 3.000. La campagne a été également ravagée, c'est-à-dire que tous les établissements en maçonnerie ont été détruits, de manière que les habitants seront très embarrassés pour faire leur récolte... de mémoire d'homme, on n'a vu chose pareille du moins une secousse aussi forte... Les plus hautes montagnes se sont éboulées, les canaux et rivières qui faisaient aller les moulins sont taris. Jusqu'à présent, on ne sait où mettre les cadavres.

Carrère signale la mort de cinq membres du barreau de Pointe-à-Pitre, avocats ou avoués, parmi lesquels Cranffon-Larivière, marié à une fille Larchevesque-Thibaud. Il ajoute :

... les villes voisines n'ont rien éprouvé, sauf la Basse-Terre qui a eu quelques maisons lézardées ; toute la population de la Pointe s'est réfugiée à la campagne et moi je suis chez notre compatriote Jaule...

Les événements politiques, en France, ont naturellement leur répercussion à la Guadeloupe. Nos lettres en parlent. Le mot de liberté qui sonne clair en France, a un son plus lourd de l'autre côté de l'Atlantique. Cestia et les colons bigourdans de la Guadeloupe ne sont guère différents de leurs anciens, colons à Saint-Domingue. Nous retrouvons la persistance de l'esprit colon de toujours et l'expression de la mentalité bourgeoise de l'époque. Lorsque la question de l'esclavage, c'est-à-dire de la main-d'œuvre se posera, ils penseront comme les grands blancs, en 1789, à Saint-Domingue. La main-d'œuvre noire est indispensable aux îles, affranchir les esclaves, c'est détruire l'économie, ruiner les colonies.

« Il est impossible, écrit Cestia, en 1833, de comprendre combien la Révolution de 1830 avait ravalé les colonies françaises et les perturbations sans nombre qu'elle avait occasionnées dans le commerce comme chez l'habitant planteur. Les faillites avaient été le partage de presque tout le commerce en masse. Le mot, Liberté, proclamé à la Chambre des Députés, pour les esclaves, eut été un anéantissement de l'exploitation rurale. »

La Révolution de 1848, avec la proclamation de l'émancipation des nègres, va avoir de graves répercussions. Carrère, ruiné depuis le tremblement de terre de 1843, dans une lettre à Cestia du 27 mars 1849, tire la leçon des événements de 1848 :

Voilà que cette malheureuse république vient de me faire éprouver le même sort. Le pays que j'habite est bien malade depuis l'émancipation des nègres. Je crois qu'il se relèvera difficilement. Cependant les nouveaux citoyens ont l'air de vouloir se remettre au travail sur plusieurs habitations ; ils sont au salaire et sur d'autres associés au tiers...

Le commerce va fort mal, toutes les affaires ne se font que pour du comptant. Le pays est entièrement dépourvu de confiance, plusieurs maisons de notre place ont fait faillite !

Devant une telle situation, Cestia propose à Carrère l'abandon de la Guadeloupe pour la Nouvelle-Orléans. Le clan familial n'est-il pas en place en Amérique pour l'accueillir et l'Amérique n'a-t-elle pas toujours été un refuge pour ceux qui veulent quitter les îles, lorsqu'une crise politique ou économique se fait sentir ? Cette vieille tradition, Carrère, va-t-il la renouer ? Comme pour les aînés de Saint-Domingue, la Nouvelle-Orléans est là, disposée à le recevoir. Non. Carrère veut tenir jusqu'au bout. La situation n'est pas sans espoir ni sans issue.

« Vous me conseillez d'abandonner la Guadeloupe pour la Nouvelle-Orléans, mais le gouvernement est sur le point de payer l'indemnité aux habitants, je crois qu'alors il y aura quelque argent à gagner dans ce pays... » Pourtant, la situation ne s'améliore guère, Carrère apprend à Cestia que deux incendies ont encore ravagé la Pointe-à-Pitre, le 13 et le 30 avril 1850, tous deux attribués à la malveillance. La ville est en état de siège. « Les esprits sont très agités et on craint de nouveaux incendies, aussi depuis cela, nous montons la garde. Les socialistes tiennent des propos infâmes. Je voudrais qu'on en vînt à se foutre des coups de fusil, je crois que cela est nécessaire. »

C'est sur cette dernière image, un peu brutale de Pointe-à-Pitre, en 1850 que se termine l'histoire de nos Bigourdans à la Guadeloupe. Les îles ne seront plus désormais pour eux le pays du rêve et aussi celui de la fortune... Nous les retrouverons peut-être un jour sur un autre chemin.

R. MASSIO